

**VAINCRE LE CHOMAGE :**  
**OUI, C'EST POSSIBLE**

---

A l'heure où tous les candidats-présidents, à l'exception de Juquin et Waechter, ont renoncé à la lutte pour l'emploi, il faut le rappeler avec force: même dans la crise internationale, on peut, dans un pays même pas grand, vaincre le chômage. Pas la peine d'aller voir au Japon: c'est tout près, en Suisse, en Suède, en Norvège. Le chômage n'y dépasse pas 3%, et ce n'est pas, comme chez Reagan, des petits boulots de cireurs de bottes ou de remplisseurs de caddies !

D'abord, on peut relancer l'activité. Pas n'importe laquelle, pas n'importe comment. Pas la production de gadgets, pas celle de marchandises que d'autres pays produisent mieux que nous, ou avec des salaires dix fois plus bas. Non, les productions liées à l'amélioration de l'environnement, de l'écologie urbaine: logement, transports en commun, etc... Cela implique de réorienter la consommation vers ce qui se produit et consomme sur place. Ça implique sans doute une forte dévaluation et une réforme du financement de la protection sociale pour abaisser le prix de nos exportations, augmenter le prix des importations. Tout le monde ne sera pas d'accord ? Bien sûr, il y a des gens qui ont un boulot, avec un bon salaire, qu'ils veulent dépenser comme ils l'entendent, même si ça crée du chômage ici. Lutter pour l'emploi, c'est toujours faire des choix

politiques. En particulier, il faudra rompre avec le mythe du "grand marché européen", redoutable piège s'il n'est pas précédé d'un espace social anti-chômage européen.

Supposons que cette relance sélective (européenne si nos partenaires européens le souhaitent, sans eux mais en se protégeant d'eux s'ils le refusent) permette une croissance annuelle de 4%. Avec des gains de productivité du même ordre de grandeur, ça stoppe la destruction d'emploi. Mais il faut songer aux quelques trois millions de chômeurs et stagiaires existant, aux jeunes qui arrivent, etc... Second front, donc: la réduction du temps de travail. Massive, générale, donc obligatoire (même si on peut négocier les délais). Le passage aux 35 heures sauverait un million d'emplois en quelques années. Mais attention: pour que ça crée vraiment du travail, il faut ouvrir des postes de travail, donc investir, ou alors travailler par équipes successives sur les postes existants. Et pour investir, il ne faut pas tout distribuer aux salariés qui ont un emploi. Comment certains peuvent-ils sans rougir affirmer devant un chômeur qu'il est possible de passer aux 35 heures sans diminution de salaire même pour les cadres, et en portant le SMIC à 6000 Francs? Si on augmente le SMIC, même à 5000 F, et si on réduit la durée du travail, alors il faut avoir le courage d'admettre que les classes moyennes doivent accepter une certaine baisse de salaire. Et il faut les convaincre que c'est bon pour elles et pour la société, plutôt que de faire de la

démagogie qui discrédite la réduction du temps de travail.

Restent les autres, encore près de 2 millions de chômeurs et stagiaires. J'ai écrit (Vivant du ...) qu'il fallait assurer à ceux-là un revenu garanti proche du SMIC. Cela suppose qu'on ne diminue pas les impôts et les cotisations sociales, et donc qu'il ne faut pas promettre tout à tout le monde, même s'il y a du fric à gratter sur le budget de la défense nationale.

"Un revenu garanti proche du SMIC mais en dessous du SMIC", parce que si on peut vivre sans travailler, personne ne voudra faire le boulot du smicard, et les chèques des Assedic s'échangeront contre du vent. Mais ça implique aussi que ceux qui veulent travailler utilement pour la société, et ainsi gagner au moins le SMIC, puissent le faire. C'est possible: il suffit d'ouvrir, à côté du privé et de la fonction publique, un troisième secteur de travaux d'utilité sociale. Celles et ceux qui travailleraient dans ce secteur garderaient leur allocation du revenu garanti (disons 3000 F), mais il faudrait leur payer 2000 F complémentaire pour qu'ils gagnent le Smic à 5000 F. Ces 2000 F leur seraient payés par des coopératives d'utilité sociales, dispensées d'impôts et de cotisation: leurs salariés ne leur coûtant pas cher, ces coop factureraient leurs travaux à coût très modique aux collectivités locales, aux agences d'environnement, aux HLM, aux comités de voisinage, etc... Ces coopératives seraient à la fois un champ d'expérimentation de nouvelles formes de travail, et de nouveaux rapports avec les

usagers.

Un tel système, proposé de longue date (en particulier par Bertrand Schwartz), et repris récemment par un banquier (Claude Alphandéry), semble de bon sens. Mais là encore il implique une réorientation écologique (urbaine et rurale) du modèle de développement. Il ne s'imposera pas sans lutte à ceux qui préfèrent passer leurs vacances aux Seychelles et payer des policiers à casser du jeune chômeur.

Vaincre le chômage: pas un problème technique. Mais, sous la contrainte de l'économie, un problème politique.

Alain LIPIETZ